

SOMMAIRE

La Dépêche du Midi

Paru le 1^{er} décembre 2021

« L'Humaine d'abord et avant tout »

Ladepeche.fr

Paru le 1^{er} décembre 2021

« L'Humaine d'abord et avant tout »

La Dépêche du Midi – Santé – Toutes éditions

Paru le 1^{er} décembre 2021

Le projet Handicap et Cancer primé

Hospimédia

Paru le 1^{er} décembre 2021

Les mouvements dans le secteur médico-social

La Dépêche du Midi

Paru le 3 décembre 2021

L'ADSEA 32 mise sur la proximité dans sa mission

Ladepeche.fr

Paru le 3 décembre 2021

Condom. L'ADSEA 32 mise sur la proximité dans sa mission

Hendaye.fr

Paru le 3 décembre 2021

“Job dating” le mardi 7 décembre

France Info

Paru le 3 décembre 2021

Waïkki, 20 ans : "L'élection présidentielle ? J'en entends souvent parler aux infos"

Franceinfo.fr

Paru le 3 décembre 2021

Waïkki, 20 ans : "L'élection présidentielle ? J'en entends souvent parler aux infos"

France Info – Instagram

Paru le 3 décembre 2021

Waïkki, 20 ans : "L'élection présidentielle ? J'en entends souvent parler aux infos"

Le Petit Journal

Paru le 7 décembre 2021

Un numéro vert d'appui pour les personnes en situation de Handicap

Petite République

Paru le 7 décembre 2021

Montréal : L'USMGP et le sport adapté

Paru le 1er décembre 2021

RAMONVILLE-SAINT-AGNE

« L'humain d'abord et avant tout »



Estelle Cros a préparé le programme de la semaine du handicap

Estelle Cros, conseillère municipale, est déléguée à la prévention et à la lutte contre les exclusions, et à la mission handicap. Ramonvilloise depuis 2017, elle exerce le métier de psychologue scolaire auprès des maternelles et des primaires. Elle a préparé la semaine du handicap, qui se déroule du 1^{er} au 4 décembre, avec Claude Griet adjointe à la culture, Laurent Sanchou, délégué à la tranquillité publique, Georges Brondino, délégué à l'entretien des bâtiments publics mais aussi animateur de la commission accessibilité, Rosie Dabernat, missionnée à la lutte contre les discriminations et à l'égalité femmes hommes. Un travail d'équipe.

Quel est le contenu de cette semaine ?

Ce mercredi à 17h à la médiathèque, une rencontre avec Vincent Michel, président d'honneur de la Fédération des aveugles et amblyopes de France. Jeudi 2 décembre à 20h30 à l'Autan, ciné-débat autour de l'autisme avec un film « Le Goût des merveilles » d'Éric Besnard. Le 4 décembre à 10h30 au gymnase Kar-

ben, initiation au GoalBall, sport collectif de ballon se jouant en aveugle et discipline paralympique. A 16h au gymnase de l'Asei, un spectacle « La vie, quel cirque ! » proposé par les enfants de l'association Dys/10.

Vous vous occupez aussi de la prévention jeunesse ?

C'est une compétence du Sicoval. Sur Ramonville nous effectuons un travail de rue, des entretiens individuels (16 ans et +) et des chantiers jeunes (16 ans et +). Nous agissons en amont, via des actions en direction des familles (enfants + parents), et en aval, sur la jeunesse sur les 16-25 ans.

Comment articuler Sicoval et Ramonville ?

Nous voulons avoir une continuité pour le jeune au cours de son parcours de vie, que la liaison avec la commune soit toujours présente pour ne pas créer de rupture sur la tranche d'âge 10-16 ans et avoir une continuité de territoire. En plus de développer cette continuité, l'objectif est bien de penser nos actions de prévention à plus grande échelle (plus de jeunes touchés), et à plus long terme.

Et le Développement Social Local ?

Ceci est également valable pour le développement social local, en direction des quartiers. L'action du Centre social sur ce sujet est de développer les liens entre les habitants d'un même quartier et la vie des quartiers en apportant une aide logistique. Quelques exemples d'actions : repas partagés à la Cité Rose ou à Maragon Floralie, venue de Caracole une fois par mois à la Cité Rose et à Port Sud, Composteurs partagés sur différents quartiers, etc....)

Un dernier mot ?

Je ne suis pas affiliée à un parti mais pour moi très clairement ce qui compte c'est l'humain, d'abord et avant tout. Partager les ressources entre tous et que tout le monde puisse avoir accès au même confort de vie. Voilà le cœur de mon engagement.

Propos recueillis par Pierre Datchary

Paru le 1er décembre 2021

Ramonville-Saint-Agne. "L'humain d'abord et avant tout"



Estelle Cros a préparé le programme de la semaine du handicap

Publié le 01/12/2021 à 05:11

Estelle Cros, conseillère municipale, est déléguée à la prévention et à la lutte contre les exclusions, et à la mission handicap. Ramonvilloise depuis 2017, elle exerce le métier de psychologue scolaire auprès des maternelles et des primaires. Elle a préparé la semaine du handicap, qui se déroule du 1er au 4 décembre, avec Claude Griet adjointe à la culture, Laurent Sanchou, délégué à la tranquillité publique, Georges Brondino, délégué à l'entretien des bâtiments publics mais aussi animateur de la commission accessibilité, Rosie Dabernat, missionnée à la lutte contre les discriminations et à l'égalité femmes hommes. Un travail d'équipe.

Quel est le contenu de cette semaine ?

Ce mercredi à 17h à la médiathèque, une rencontre avec Vincent Michel, président d'honneur de la Fédération des aveugles et amblyopes de France. Jeudi 2 décembre à 20h30 à l'Autan, ciné-débat autour de l'autisme avec un film "Le Goût des merveilles" d'Éric Besnard. Le 4 décembre à 10h30 au gymnase Karben, initiation au GoalBall, sport collectif de ballon se

jouant en aveugle et discipline paralympique. A 16h au gymnase de l'Asei, un spectacle "La vie, quel cirque !" proposé par les enfants de l'association Dys/10.

Vous vous occupez aussi de la prévention jeunesse ?

C'est une compétence du Sicoval. Sur Ramonville nous effectuons un travail de rue, des entretiens individuels (16 ans et +) et des chantiers jeunes (16 ans et +). Nous agissons en amont, via des actions en direction des familles (enfants + parents), et en aval, sur la jeunesse sur les 16-25 ans.

Comment articuler Sicoval et Ramonville ?

Nous voulons avoir une continuité pour le jeune au cours de son parcours de vie, que la liaison avec la commune soit toujours présente pour ne pas créer de rupture sur la tranche d'âge 10-16 ans et avoir une continuité de territoire. En plus de développer cette continuité, l'objectif est bien de penser nos actions de prévention à plus grande échelle (plus de jeunes touchés), et à plus long terme.

Et le Développement Social Local ?

Ceci est également valable pour le développement social local, en direction des quartiers. L'action du Centre social sur ce sujet est de développer les liens entre les habitants d'un même quartier et la vie des quartiers en apportant une aide logistique. Quelques exemples d'actions : repas partagés à la Cité Rose ou à Maragon Floralie, venue de Caracole une fois par mois à la Cité Rose et à Port Sud, Composteurs partagés sur différents quartiers, etc....)

Un dernier mot ?

Je ne suis pas affiliée à un parti mais pour moi très clairement ce qui compte c'est l'humain, d'abord et avant tout. Partager les ressources entre tous et que tout le monde puisse avoir accès au même confort de vie. Voilà le cœur de mon engagement.

Paru le 1^{er} décembre 2021

CANCÉROLOGIE

Le projet Handicap et Cancer primé

L'ASEI, association qui accompagne les personnes en situation de handicap, et l'Institut universitaire du cancer de Toulouse-Oncopole viennent de recevoir le prix de l'innovation de la FEHAP (Fédération des Établissements Hospitaliers et d'Aide à la Personne privés solidaires) pour le projet Handicap & Cancer. Lancé en juin 2021, il vise à améliorer le parcours de soins des patients en situation de handicap atteints d'un cancer grâce à une mutualisation des expertises (formations croisées, outils de communication adaptés, parcours de soins spécifique).

Paru le 1^{er} décembre 2021

Les mouvements dans le secteur médico-social



Les gériatres sont à l'honneur. Nathalie Salles succède à Olivier Guérin à la tête de la SFGG. Fanny Durig préside désormais l'Association des jeunes gériatres. Pascal Meyvaert préside le Syndicat des médecins coordonnateurs d'Ehpad CSMF. Présidence de la République et ministères

Louis-Xavi

er Colas conseiller social, emploi et formation, chargé de la mise en œuvre des réformes au sein du cabinet de Brigitte Bourguignon, ministre déléguée à l'Autonomie, quitte ses fonctions au 1^{er}

décembre. Un arrêté au Journal officiel du 26 novembre annonce son départ.

Adrien Mongenet est nommé conseiller technique pour les entreprises inclusives auprès de la ministre déléguée chargée de l'Insertion Brigitte Klinkert.

Missions, instances et organes officiels Par arrêté d'Élisabeth Borne, ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion au JO du 19 novembre, Nicolas Mérille devient membre de la commission de France compétences en charge de la certification professionnelle comme représentant du Conseil national consultatif des personnes handicapées (CNCPH). Nicolas Mérille est en effet conseiller national accessibilité et conception universelle à l'APF France.

Instances départementales

Thierry Landais , attaché principal d'administration de l'État, est nommé directeur départemental adjoint de l'emploi, du travail et des solidarités de l'Eure par arrêté publié au JO du 19

novembre.

Fédérations professionnelles

Fanny Durig, membre du bureau depuis 2018 de l'Association des jeunes gériatres, vient d'en prendre la présidence

Établissements La presse quotidienne régionale met une fois de plus à l'honneur les nouveaux directeurs d'Ehpad. Dans son édition du 25 novembre, Le Télégramme évoque l'arrivée de Vincent Werbrouck à la tête de deux Ehpad de Caudan (Morbihan).

Le Progrès le 22 novembre signale que Pierre-Damien Gerbeaux assure la direction de

l'Ehpad Paul-Éluard de Saint-Didier-au-Mont-d'Or (Rhône) en remplacement de " Mounia Abidi, en mission de transition depuis quatre mois

Syndicats

Pascal Meyvaert est le nouveau

président du Syndicat des médecins coordonnateurs d'Ehpad et autres généralistes ou gériatres (SMCG-CSMF). Il succède à Pierre-Marie Coquet qui continuera à accompagner le syndicat comme vice-président.

Académies, ordres, sociétés savantes

Nathalie Salles

préside désormais la Société française de gériatrie et gérontologie

(SFGG). Elle succède à cette fonction à Olivier Guérin. Les autres membres du bureau sont :

past-président : Olivier Guérin

secrétaire général : Tristan Cudennec

secrétaire général adjoint : Alain Bérard

trésorier : Jacques Boddaert

trésorier adjoint : Yves Passadori

assesseurs : Sandrine Andrieu et Cédric Annweiler

Associations, fondations et groupements L'association Agir, soigner, éduquer, inclure (**Asei**) annonce dans un communiqué la création d'une direction de la scolarité inclusive confiée à Christophe Poinot cadre de l'Éducation nationale en détachement.

La rédaction

Rejoindre la discussion

Paru le 3 décembre 2021

L'ADSEA 32 mise sur la proximité dans sa mission

Depuis quelques mois, l'association a implanté une de ses unités dans la ville pour favoriser l'inclusion des enfants qu'elle accueille.

Du vaisseau amiral du château de Lescout à Jégun, l'Association départementale pour la sauvegarde de l'enfant à l'adulte (ADSEA 32) a fait le choix d'installer en satellite son Dispositif institut thérapeutique éducatif et pédagogique (DITEP) dans plusieurs coins du département. Ces unités implantées à Fleurance, Auch, Mirande, Nogaro et, depuis septembre à Condom, permettent d'accueillir les enfants handicapés à proximité de leurs familles et du bassin de vie dans lequel ils évoluent. Outre des échanges plus aisés entre les équipes qui prennent en charge les enfants et leur famille, cette implantation permet une inclusion dans la vie locale, notamment associative.

À Condom, c'est dans une vaste maison de vie d'une capacité de 13 places que les enfants sont pris en charge du lundi au vendredi. À leurs côtés, deux éducateurs, une enseignante et une maîtresse de maison auprès desquels ils évoluent au quotidien, en parallèle de l'intervention du personnel médical (in-



Toute l'équipe de l'unité condomoise a pris ses marques et œuvre pour l'ouverture des enfants accueillis à la cité. / DDM, J. Roumégoux.

firmière, psychologue, psychiatre, rééducateurs...). Telle une maison de famille, le DITEP condomois réunit cuisine, salle à manger et pièces de détente pour les ados et les plus jeunes, mais aussi, un peu à l'écart, une salle de classe. En plus des enseignements classiques, des ateliers sont proposés dont un projet de jardin potager.

Avant une éventuelle réintégration scolaire, c'est par ce volet des loisirs et du sport que les éducateurs ramènent les enfants vers une vie sociale. « Nous avons reçu un très bon accueil de la municipalité qui met des salles à disposition pour les interventions de notre pro-

fesseur de sport, explique Alain Guermat, l'un des éducateurs du DITEP. Nous avons aussi une association sportive, l'ASEI, au niveau départemental. Mais au-delà de ça, nous travaillons à sociabiliser les enfants sur leur territoire en leur faisant intégrer des clubs sportifs et en travaillant avec d'autres structures et associations ». C'est le cas pour le projet du jardin, avec l'association Tissage engagée avec Convergence Écologique Condom Ténarèze (CECT) pour les jardins partagés au Jardin des remparts, ou encore pour des rencontres intergénérationnelles au sein du centre social. J.-R.

Paru le 3 décembre 2021

A Condom, l'ADSEA 32 mise sur la proximité dans sa mission



Toute l'équipe de l'unité condomoise a pris ses marques et œuvre pour l'ouverture des enfants accueillis à la cité. DDM, J. Roumégoux.

Publié le 03/12/2021 à 05:15

L'essentiel Depuis quelques mois, l'association a implanté une de ses unités dans la ville pour favoriser l'inclusion des enfants qu'elle accueille.

Du vaisseau amiral du château de Lescout à Jégun, l'Association départementale pour la sauvegarde de l'enfant à l'adulte (ADSEA 32) a fait le choix d'installer en satellite son Dispositif institut thérapeutique éducatif et pédagogique (DITEP) dans plusieurs coins du département. Ces unités implantées à Fleurance, Auch, Mirande, Nogaro et, depuis septembre à Condom, permettent d'accueillir les enfants handicapés à proximité de leurs familles et du bassin de vie dans lequel ils évoluent. Outre des échanges plus aisés entre les équipes qui prennent en charge les enfants et leur famille, cette implantation permet une inclusion dans la vie locale, notamment associative.

À Condom, c'est dans une vaste maison de vie d'une capacité de 13 places que les enfants sont pris en charge du lundi au vendredi. À leurs côtés, deux éducateurs, une éducatrice scolaire, une enseignante et une maîtresse de maison auprès desquels ils évoluent au quotidien, en parallèle de l'intervention du personnel médical (infirmière, psychologue, psychiatre, rééducateurs...). Telle une maison de famille, le DITEP condomois réunit cuisine,

salle à manger et pièces de détente pour les ados et les plus jeunes, mais aussi, un peu à l'écart, une salle de classe. En plus des enseignements classiques, des ateliers sont proposés dont un projet de jardin potager.

Avant une éventuelle réintégration scolaire, c'est par ce volet des loisirs et du sport que les éducateurs ramènent les enfants vers une vie sociale. "Nous avons reçu un très bon accueil de la municipalité qui met des salles à disposition pour les interventions de notre professeur de sport, explique Alain Guermat, l'un des éducateurs du DITEP. Nous avons aussi une association sportive, l'ASEI, au niveau départemental. Mais au-delà de ça, nous travaillons à sociabiliser les enfants sur leur territoire en leur faisant intégrer des clubs sportifs et en travaillant avec d'autres structures et associations". C'est le cas pour le projet du jardin, avec l'association Tissage engagée avec Convergence Ecologique Condom Ténarèze (CECT) pour les jardins partagés au Jardin des remparts, ou encore pour des rencontres intergénérationnelles au sein du centre social.

Paru le 3 décembre 2021

“Job dating” le mardi 7 décembre



La Ville d’Hendaye, le centre d’appui Lan-eko et Pôle Emploi organisent une demi-journée “Job dating”

le mardi 7 décembre de 9h30 à 12h30

VOUS SOUHAITEZ PARTICIPER?

Inscription obligatoire auprès de **profils.64054@pole-emploi.fr**

Vous pourrez rencontrer lors de cette matinée les employeurs du bassin de vie:

Elgar Bizi, l’EPHAD Haizpean, Hendaia Home Services, le Centre ASEI Haiekin, Sauvelia, Margalex, Amicial, CASER Residencial, ...

Cliquez [ici](#) pour réécouter l'interview.

Waïkki, 20 ans : "L'élection présidentielle ? J'en entends souvent parler aux infos"

 écouter (3min)



Génération 2022

Du lundi au vendredi à 12h56, 15h56 et 18h26

Waïkki, 20 ans : "L'élection présidentielle ? J'en entends souvent parler aux infos"



Waïkki, 20 ans, en Section d'Adaptation Spécialisée pour les personnes en situation de handicap (Saint-Denis) (MANON MELLA / FRANCEINFO)

Aux portes de Paris, à Saint-Denis, l'association ASEi accueille des personnes en situation de handicap pour permettre, notamment aux jeunes, de découvrir des métiers dans des espaces adaptés. Waïkki, 20 ans, est atteint de troubles du spectre de l'autisme, comme 700 000 personnes en France. Il a intégré le programme il y a quelques mois. *"Je fais de la pâtisserie, du pain, des gâteaux. Cela m'apporte du plaisir et l'envie de travailler. Mon souhait le plus grand c'est de travailler et d'avoir un logement."*

"Voter, j'hésite"

Même si pour Waïkki la politique reste quelque chose d'abstrait, il sait très bien qui est le président français actuel. *"C'est Emmanuel Macron. Il est souvent en direct à la télévision comme lors des confinements auxquels on a survécu. Il explique plein de choses qui concernent la société"*.

Waïkki sait qu'il y a une élection présidentielle en 2022. Il sait aussi qu'il va pouvoir y participer. Les majeurs sous tutelle peuvent voter depuis 2019. Avant, le juge pouvait les priver de leur droit de vote. *"L'élection présidentielle je ne m'y intéresse pas trop mais j'en entends souvent"*

parler aux infos. Ça pourrait m'intéresser. Ce qui m'intéresse le plus, c'est ce que je fais : la pâtisserie."

"La politique c'est pas trop mon truc."

Pour l'instant, Waïkki ne sait pas s'il ira voter. "On dit que voter c'est obligatoire mais ce n'est pas obligé... J'hésite." En attendant, il s'informe. "Quand j'ai un moment je me renseigne. C'est important de voter parfois. C'est une manière de s'exprimer et de donner son avis. Je pense que je vais aller me renseigner dans la mairie de mon arrondissement."

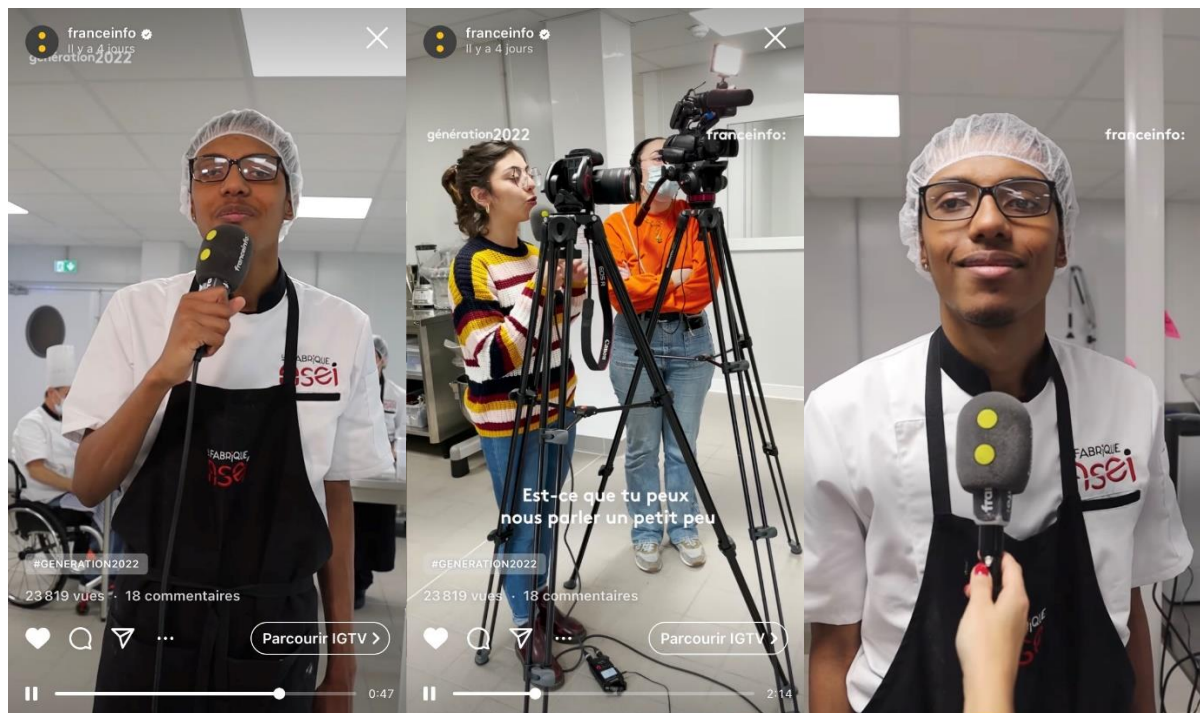
franceinfo:

Paru le 3 décembre 2021

▶ 23 821 vues

Aimé par

795 J'aime



Paru le 7 décembre 2021

Communiqué de l'Agence Régionale de Santé Occitanie (ARS)

Un numéro vert d'appui pour les personnes en situation de Handicap

Un numéro vert d'appui pour les personnes en situation de Handicap et les aidants a été mis en place. Le **0800 360 360** s'adresse aux personnes en situation de handicap et à leurs aidants en difficulté et sans solution, qui ne savent pas à qui s'adresser, ou dont la situation nécessite des réponses coordonnées ou de proximité. Ce numéro est accessible aux personnes sourdes et malentendantes. Les équipes territoriales des « communautés 360 » composées des acteurs locaux, notamment associatifs, impliqués dans l'accompagnement des

personnes handicapées, qui mettent en commun ressources et capacités d'innovation proposent des solutions d'accompagnement pour chacun. Il s'agit d'impulser une nouvelle façon de coopérer, pour mieux accompagner, en mettant au centre le choix de vie des personnes. L'objectif est d'assurer en toute circonstance écoute et relais aux appelants dans un rapport de proximité.

Sur le territoire du Tarn-et-Garonne, le numéro est mis en place sous l'égide de l'Agence Régionale de Santé. L'action

est portée par la fondation OPTEO et l'ASEI avec le soutien de six autres associations : l'ARSEAA, l'ANRAS, le Centre Bellisen, la Croix Rouge Française, LES FRANCAS, et RES-O.

Le site Internet **www.communaute360-tarnetgaronne.fr** est un site dédié à la mise en service du **numéro vert 0 800 360 360**, dans le département du Tarn-et-Garonne. Il regroupe toutes les informations nécessaires pour les personnes en situation de handicap et leurs proches aidants.

HM

Paru le 7 décembre 2021

Montréjeau : L'USMGP et le sport adapté



En septembre 2020, le Comité départemental de rugby de la Haute Garonne signait une convention avec le Comité départemental Sport Adapté du 31.

Découverte de la balle ovale

Les termes de cette convention permettaient d'organiser, lors de la saison 2020/2021, des cycles de découverte de la balle ovale pour des sportifs en situation de handicap mental et/ou psychique.

Ces cycles de découverte débouchaient, pour ce public, sur une offre de pratique dans quatre clubs du territoire (Montréjeau, Tournefeuille, Saint Jory, Montaudran/Ramonville), ciblés en fonction de leur proximité des établissements spécialisés qui hébergent les sportifs.

Depuis septembre 2021 ces Sections Sport Adapté accueillent les premiers sportifs pour une pratique du rugby. Outre cette avancée considérable sur l'offre de pratique, le Comité départemental Sport Adapté 31 et le Comité départemental 31 Rugby, travaillent à l'accueil et à l'organisation en Mai 2023, année de la coupe du Monde de Rugby, du Championnat de France de Rugby Sport Adapté. (Source : <http://www.cd31rugby.com/2021/10/22/section-sport-adapte-en-haute-garonne/>).

L'USMGP en première ligne

C'est ainsi que Florian Capelle, éducateur sportif à l'ASEI (Agir, Soigner, Eduquer, Insérer), de Saint-Gaudens, fait découvrir le rugby à quelques travailleurs de l'ESAT (Etablissement et service d'aide par le travail). Rappelons que Florian entraîne également les enfants à l'école de rugby.

La mission médico-sociale de l'ESAT permet le développement personnel et la qualification de travailleurs en situation de handicap orientés par la CDAPH (commissions des droits et de l'autonomie des personnes handicapées), dans un environnement protégé.

Il n'est pas seul dans sa tâche, Céline Barrère, qui entraîne également les jeunes pousses de l'USMGP y est impliquée (absente ce soir, elle était à la remise des trophées du rugby amateur où on a parlé du sport adapté). Impliqué également, Sofiane de l'ASEI, l'adjoint de Florian. Et en ce moment, Laurine qui poursuit ses études au CREPS de Toulouse, réalise un stage auprès de Florian.

Ce jeudi 2 décembre, c'est la troisième séance d'entraînement sur le stade éclairé de la commune. Ils sont cinq : Claude, Cédric, Vincent, Bernard, Sofiane et Nabine, tous motivés malgré le froid de ce début de soirée. Tous heureux d'être là. Bernard 52 ans, rayonne. « Cela faisait deux ans que je n'avais pas remis les crampons. »

Sophie, également à l'ESAT est venue « observer. Si cela me plaît, je reviendrais. Sur le terrain. »

Florian, très pédagogue, patient, leur propose un échauffement avant de travailler les passes.

Une belle aventure pour ces personnes et pour l'USMGP. A suivre



Agissons pour l'inclusion

Revue de presse

2021

SOMMAIRE

La Dépêche du Midi

Paru le 9 décembre 2021

Maire : l'école agrandie et le captage d'Hourminet rénové

La Lettre M2

Paru le 9 décembre 2021

ASEI/Icade : 2.900 m2 à Saint-Denis (93)

La Gazette du Comminges

Paru le 9 décembre 2021

Une maison de l'enfance au centre André-Mathis

Ladepeche.fr

Paru le 9 décembre 2021

Cierp-Gaud. Maire : l'école agrandie et le captage d'Hourminet rénové

L'Echo d'Ile de France

Paru le 10 décembre 2021

Un Pôle d'Inclusion Professionnelle à Saint-Denis

La Dépêche du Midi

Paru le 10 décembre 2021

Les responsables du secteur social mobilisés

Ladepeche.fr

Paru le 10 décembre 2021

Toulouse : les responsables du secteur social et médico-social mobilisés

Ladepeche.fr

Paru le 11 décembre 2021

Saint-Gaudens. Une maison de l'enfance au centre André-Mathis

La Dépêche du Midi

Paru le 11 décembre 2021

Une maison de l'enfance au centre André-Mathis

La Dépêche du Midi

Paru le 15 décembre 2021

Ramonville-Saint-Agne. La colère monte à l'ASEI

La Dépêche du Midi

Paru le 15 décembre 2021

La colère monte à l'ASEI

Paru le 9 décembre 2021

CIERP-GAUD

Maire : l'école agrandie et le captage d'Hourminet rénové

Comme partout ailleurs, Cierp-Gaud a globalement repris vie. Du côté de la municipalité, les élus n'ont jamais rien lâché malgré les contraintes générées par la pandémie. Ils ont continué d'assurer les affaires courantes, jusqu'à lancer deux belles opérations.

Cette année en effet, face à des effectifs à la hausse dans les rangs de l'école maternelle, ils ont engagé des travaux pour aménager une salle attenante à celles des élèves du cours préparatoire (CP). Ce qui permettra à terme un décloisonnement des deux niveaux d'enseignement entre les CP et ceux de la grande section (GS) maternelle. Ce qui a conduit les élus à acquérir du mobilier supplémentaire et le regoudronnage de la cour d'école du primaire. Le tout, pour un coût d'environ 50 000 € HT avec l'aide financière de l'État et du Département.

« Depuis septembre, nous avons loué le bâtiment de l'ancienne école rue du Pic du Gar à l'ASEI qui a entrepris et pris à sa charge d'importants travaux de réhabilitation », indique le maire Jean-Pierre Lasala, lequel précise que les loyers encaissés sont la solution à d'autres projets.

Captagesurlesestives

Subventionnée à 80 %, la se-



Passage du robot broyeur sur les pelouses du Hourmiguet. / DDM, C.T

conde belle opération 2 021 pour l'équipe municipale, c'est la rénovation du captage situé sur les estives du Hourmiguet à 1 300 m d'altitude, et ce, dans le cadre du dispositif Natura 2 000. « Sur le périmètre du captage, les abreuvoirs ont été remis en état, une clôture électrique a été mise en place pour protéger les zones humides du passage des troupeaux. Et on a fait appel au robot broyeur de la Cuma pour nettoyer 2,5 ha de fougères, et poser des volets sur la cabane pastorale afin de préserver les

chauves-souris qui sont une espèce protégée », fait savoir Claude Guiard, adjoint au maire ayant suivi le chantier. En cette quasi fin d'année 2021, les élus sont dans l'attente de lancer les travaux de rénovation de la toiture de l'annexe de la mairie, et

l'étude pour la réfection du château. Ça bouge à Cierp-Gaud où la vie associative a repris du collier et multiplie les rencontres, en espérant que les fêtes feront quant à elles leur retour en 2022.

C. T.

EN BREF

Recensement

Les jeunes gens, filles et garçons de Cierp-Gaud, nés en janvier, février et mars 2005, sont invités à venir s'inscrire, avant le 15 avril, sur les listes de recensement militaire de la commune. Se présenter au secrétariat de mairie muni du livret de famille et d'une pièce d'identité. Contact mairie : 05 61 79 50 73.



Paru le 9 décembre 2021

**ASEI/Icade : 2.900 m²
à Saint-Denis (93)**

L'ASEI et Icade ont inauguré le Pôle d'Inclusion Professionnelle de 2.900 m² au 135 avenue des Arrimeurs, Saint-Denis (93). Le pôle accueille 2 établissements : Etablissements ou Services d'Aide par le Travail (Esat) ; Section d'Adaptation Spécialisée (Sas).

Paru le 9 décembre 2021

Une maison de l'enfance au centre André-Mathis

Le directeur du Bassin Garonne ASEI Laurent Massalaz est revenu sur le projet d'évolution du centre André-Mathis qui sera bientôt rebaptisé.

Depuis 1950 l'ASEI, dont l'établissement historique est basé à Ramonville-Saint-Agne, gère 107 établissements et services sanitaires et médico-sociaux dans la région Occitanie. Des projets qui ont évolué entre-temps sur le site André-Mathis Saint-Gaudens (implanté en 2010) avec des centres de déficients visuels et des services d'éducation spéciale de soins à domicile qui ont vu le jour. Au mois de novembre, le Premier ministre Jean Castex a présenté les projets d'investissement soutenus par l'État en région Occitanie dans le cadre du Ségur de la santé. Qu'en est-il des établissements en Comminges ? Le directeur du bassin Garonne ASEI Laurent Massalaz a accepté de nous répondre.

Le récent Ségur Occitanie a fait parler de lui dernièrement en ce qui concerne les projets soutenus et en particulier celui de la reconstruction du centre Mathis. Un rapprochement dans le bassin Toulousain est évoqué, cela veut dire que l'avenir du centre historique de Saint-Gaudens est scellé ?



Laurent Massalaz (à droite) avec le directeur de l'ITEP. / DDM

Non, nous voulons rapprocher le lieu actuel d'un lieu proche de Toulouse où l'activité est beaucoup plus croissante, idéal pour développer l'activité de jour comme de nuit. Cela fait partie de notre processus de développement depuis 1950. Nous avons l'autorisation de l'ARS Occitanie pour effectuer ce déplacement.

Que va-t-il donc se passer sur le site du SSR (Soins de Suite et de Réadaptation) ?

On a déjà une activité relativement importante. J'ai une grande ambition sur le bassin Garonne. Nous avons déjà des établissements implantés à Luchon et

Rieux-Volvestre. On est en train de réorganiser nos établissements pour être plus ouverts vers l'extérieur. Nos objectifs sont de créer une maison de l'enfance sur le domaine de Mathis et déplacer quelques activités de l'ITEP et développer les offres sur l'autisme. Ce qui nous offrirait un ensemble enfance et famille intéressant consacré entièrement au handicap. Nous avons un partenariat avec l'hôpital de jour Gérard Marchant.

C'est un projet de rénovation qui est donc promis à Saint-Gaudens ?

Oui car ce sera un nombre de ser-

vices liés à l'enfance qui seraient développés. Ce sera nettement plus centré sur l'enfance, tous handicaps confondus.

Vous avez évoqué les lits d'hospitalisation, avez-vous fait des démarches sur les demandes d'augmentation ?

On va le faire sur l'autisme. Nous pouvons confirmer aujourd'hui que le centre Mathis va connaître des rénovations architecturales. Pour exemple les chambres du centre Mathis vont être transformées en bureau et en salle de rééducation et d'activités. Ce seront principalement des infrastructures adaptées à l'accueil. Les projets de chambres et de lits ne sont pour le moment pas à l'ordre du jour. On va axer sur l'accueil des enfants scolarisés à l'image de la CMPP (centre médico psycho pédagogique).

À quel autre changement pouvons-nous nous attendre prochainement à Saint-Gaudens ?

Nous allons devoir changer de nom parce que nous sommes associés actuellement à la déficience visuelle, ce qui ne sera plus le cas lorsque nous allons nous consacrer à l'autisme (André Mathis était un ophtalmologiste très connu dans la région, professeur à l'université Rangueil à Toulouse). Nous n'avons pas encore d'idée pour le prochain nom mais on se creuse pour le moment.

Propos recueillis par Baptiste Marié

Paru le 9 décembre 2021

Cierp-Gaud. Maire : l'école agrandie et le captage d'Hourminet rénové



Passage du robot broyeur sur les pelouses du Hourmiguët. DDM, C.T

Publié le 09/12/2021 à 05:13

Comme partout ailleurs, Cierp-Gaud a globalement repris vie. Du côté de la municipalité, les élus n'ont jamais rien lâché malgré les contraintes générées par la pandémie. Ils ont continué d'assurer les affaires courantes, jusqu'à lancer deux belles opérations.

Cette année en effet, face à des effectifs à la hausse dans les rangs de l'école maternelle, ils ont engagé des travaux pour aménager une salle attenante à celles des élèves du cours préparatoire (CP). Ce qui permettra à terme un décloisonnement des deux niveaux d'enseignement entre les CP et ceux de la grande section (GS) maternelle. Ce qui a conduit les élus à acquérir du mobilier supplémentaire et le regoudronnage de la cour d'école du primaire. Le tout, pour un coût d'environ 50 000 € HT avec l'aide financière de l'État et du Département.

"Depuis septembre, nous avons loué le bâtiment de l'ancienne école rue du Pic du Gar à l'ASEI qui a entrepris et pris à sa charge d'importants travaux de réhabilitation", indique le maire Jean-Pierre Lasala, lequel précise que les loyers encaissés sont la solution à d'autres projets.

Captage sur les estives

Subventionnée à 80%, la seconde belle opération 2021 pour l'équipe municipale, c'est la rénovation du captage situé sur les estives du Hourmiguet à 1300 m d'altitude, et ce, dans le cadre du dispositif Natura 2000.

"Sur le périmètre du captage, les abreuvoirs ont été remis en état, une clôture électrique a été mise en place pour protéger les zones humides du passage des troupeaux. Et on a fait appel au robot broyeur de la CUMA pour nettoyer 2,5 ha de fougères, et poser des volets sur la cabane pastorale afin de préserver les chauves-souris qui sont une espèce protégée", fait savoir Claude Guiard, adjoint au maire ayant suivi le chantier. En cette quasi fin d'année 2021, les élus sont dans l'attente de lancer les travaux de rénovation de la toiture de l'annexe de la mairie, et l'étude pour la réfection du château. Ça bouge à Cierp-Gaud où la vie associative a repris du collier et multiplie les rencontres, en espérant que les fêtes feront quant à elles leur retour en 2022.

Un Pôle d'Inclusion Professionnelle à Saint-Denis

HANDICAP

L'association ASEI, qui accompagne chaque année 10 000 personnes en situation de handicap, a inauguré un Pôle d'Inclusion Professionnelle à Saint-Denis, au cœur du parc d'activités Icade des Portes de Paris. Un espace de 2 900 m² dédié à l'emploi, l'insertion et l'inclusion des personnes handicapées en milieu professionnel qui regroupe en un seul et même lieu deux établissements parisiens de l'ASEI: l'établissement ou services d'aide par le travail (ESAT) des Beaux-Arts anciennement situé dans le VI^e arrondissement et la Section d'Adaptation Spécialisée (SAS) Bernard Wybo localisée jusqu'alors dans le XIV^e. Au sein de ce nouveau site, 182 personnes en situation de handicap sont accompagnées et travaillent dans 9 domaines d'activités: mailing et assemblage, conditionnement, rénovation de l'habitat, marquage d'objets publicitaires, entretien des locaux, stockage et préparation de commandes, reprographie, numérisation, prestation de services et pâtisserie. « Le Pôle a vocation à s'insérer dans son environnement et à participer au dynamisme économique du Parc Icade des Portes de Paris. Être présent au sein d'une immense zone d'activité et au cœur d'un bassin économique d'envergure en région parisienne ouvre de nombreuses possibilités. L'activité de ce Pôle se déroulera donc dedans mais aussi dehors », annonce Philippe Jourdy, le directeur général de l'ASEI.



Une centaine de personnes se sont réunies. / DDM, Valentine Chapuis.

Les responsables du secteur social mobilisés

Après les salariés en début de semaine, c'était au tour des administrateurs et responsables des Fédérations du secteur social et médico-social de se mobiliser ce jeudi. Comme en octobre dernier, devant la préfecture de la Haute-Garonne, une centaine de personnes issues de toute l'Occitanie sont venues faire entendre leurs revendications. Outre une revalorisation des salaires, celles-ci portaient sur l'octroi de primes équivalentes pour l'ensemble des salariés. Une façon pour Olivia Levier, directrice de bassin à l'ASEI de « reconnaître à la fois les personnels mais aussi les personnes handicapées au sein de la société ». Une façon aussi de favoriser l'intérêt pour ces métiers. « Nous avons une vraie problématique d'attractivité, explique Guillaume Fritschy, directeur de l'Union régionale interfédérale des œuvres privées sanitaires et sociales (URIOPSS). Une problématique qui s'est accentuée au sortir du Covid : dans certains établisse-

ments de santé ou les Ehpad, certains salariés ont bénéficié d'une prime de 183 euros, ce qui a entraîné la fuite de plusieurs salariés d'autres secteurs et créé des déséquilibres. » Cette inégalité a également accentué les difficultés de recrutement, notent d'autres responsables, à l'instar de Frédéric Hoibian de l'Adages, association accueillant des personnes handicapées. « Nous risquons de fermer des établissements. En raison de la pénurie en personnel, nous ne pouvons plus assurer la sécurité des résidents. » « Dans le secteur de l'enfance, cette situation de tension est une réalité. Nous ne pouvons plus assurer nos missions. Les salaires n'étant pas revalorisés, nous avons moins de professionnels qui viennent », ajoute Jean-Louis Lesson, délégué régional au sein de la CNAPE, Fédération œuvrant à protéger les enfants. Les responsables associatifs espèrent être prochainement reçus par le préfet.

Julie Philippe

Toulouse : les responsables du secteur social et médico-social mobilisés



Une centaine de personnes du secteur social se sont réunies devant la préfecture ce jeudi. DDM - VALENTINE CHAPUIS

Publié le 10/12/2021 à 06:04

L'essentiel Ce jeudi après-midi, une centaine de présidents, responsables, et directeurs d'associations du secteur social et médico-social, se sont rassemblés devant la préfecture, à Toulouse, pour réclamer de meilleurs salaires, des primes équivalentes" et une plus grande considération.

Après les salariés en début de semaine, c'était au tour des administrateurs et responsables des Fédérations du secteur social et médico-social de se mobiliser ce jeudi. Comme en octobre dernier, devant la préfecture de la Haute-Garonne, une centaine de personnes venues de toute l'Occitanie sont venues faire entendre leurs revendications. Outre une revalorisation des salaires, celles-ci portaient sur l'octroi de primes équivalentes pour l'ensemble des salariés.

Une façon pour Olivia Levier, directrice de bassin à l'ASEI de « reconnaître à la fois les personnels mais aussi les personnes handicapées au sein de la société ». Une façon aussi de favoriser l'intérêt pour ces métiers. « Nous avons une vraie problématique d'attractivité, explique Guillaume Fritschy, directeur de l'Union régionale interfédérale des œuvres privées

sanitaires et sociales (URIOPSS). Une problématique qui s'est accentuée au sortir du Covid : dans certains établissements de santé ou les Ehpad, certains salariés ont bénéficié d'une prime de 183 euros, ce qui a entraîné la fuite de plusieurs salariés d'autres secteurs et créé des déséquilibres. »

« Nous sommes sur la corde raide »

Cette inégalité a également accentué les difficultés de recrutement, notent d'autres responsables, à l'instar de Frédéric Hoibian de l'Adages, association accueillant des personnes handicapées. « Nous sommes sur la corde raide et risquons de fermer des établissements. En raison de la pénurie en personnel, nous ne pouvons plus assurer la sécurité des résidents. »

« Dans le secteur de l'enfance, cette situation de tension est une réalité. Nous ne pouvons plus assurer nos missions. Les salaires n'étant pas revalorisés, nous avons moins de professionnels qui viennent », ajoute Jean-Louis Lesson, délégué régional au sein de la CNAPE, Fédération œuvrant à protéger les enfants. Les responsables associatifs espèrent être prochainement reçus par le préfet.

Saint-Gaudens. Une maison de l'enfance au centre André-Mathis



Laurent Massalaz (à droite) avec le directeur de l'ITEP. DDM

L'essentiel Le directeur du Bassin Garonne ASEI Laurent Massalaz est revenu sur le projet d'évolution du centre André-Mathis qui sera bientôt rebaptisé.

Depuis 1950 l'ASEI, dont l'établissement historique est basé à Ramonville-Saint-Agne, gère 107 établissements et services sanitaires et médico-sociaux dans la région Occitanie. Des projets qui ont évolué entre-temps sur le site André-Mathis Saint-Gaudens (implanté en 2010) avec des centres de déficients visuels et des services d'éducation spéciale de soins à domicile qui ont vu le jour. Au mois de novembre, le Premier ministre Jean Castex a présenté les projets d'investissement soutenus par l'État en région Occitanie dans le cadre du Ségur de la santé. Qu'en est-il des établissements en Comminges ? Le directeur du bassin Garonne ASEI Laurent Massalaz a accepté de nous répondre.

Le récent Segur Occitanie a fait parler de lui dernièrement en ce qui concerne les projets soutenus et en particulier celui de la reconstruction du centre Mathis. Un rapprochement dans le bassin Toulousain est évoqué, cela veut dire que l'avenir du centre historique de Saint-Gaudens est scellé ?

Non, nous voulons rapprocher le lieu actuel d'un lieu proche de Toulouse où l'activité est beaucoup plus croissante, idéal pour développer l'activité de jour comme de nuit. Cela fait

partie de notre processus de développement depuis 1950. Nous avons l'autorisation de l'ARS Occitanie pour effectuer ce déplacement.

Que va-t-il donc se passer sur le site du SSR (Soins de Suite et de Réadaptation) ?

On a déjà une activité relativement importante. J'ai une grande ambition sur le bassin Garonne. Nous avons déjà des établissements implantés à Luchon et Rieux-Volvestre. On est en train de réorganiser nos établissements pour être plus ouverts vers l'extérieur. Nos objectifs sont de créer une maison de l'enfance sur le domaine de Mathis et déplacer quelques activités de l'itep et développer les offres sur l'autisme. Ce qui nous offrirait un ensemble enfance et famille intéressant consacré entièrement au handicap. Nous avons un partenariat avec l'hôpital de jour Gérard Marchant.

C'est un projet de rénovation qui est donc promis à Saint-Gaudens ?

Oui car ce sera un nombre de services liés à l'enfance qui seraient développés. Ce sera nettement plus centré sur l'enfance, tous handicaps confondus.

Vous avez évoqué les lits d'hospitalisation, avez-vous fait des démarches sur les demandes d'augmentation ?

On va le faire sur l'autisme. Nous pouvons confirmer aujourd'hui que le centre Mathis va connaître des rénovations architecturales. Pour exemple les chambres du centre Mathis vont être transformées en bureau et en salle de rééducation et d'activités. Ce seront principalement des infrastructures adaptées à l'accueil. Les projets de chambres et de lits ne sont pour le moment pas à l'ordre du jour. On va axer sur l'accueil des enfants scolarisés à l'image de la CMPP (centre médico psycho pédagogique).

à quel autre changement pouvons-nous nous attendre prochainement à Saint-Gaudens ?

Nous allons devoir changer de nom parce que nous sommes associés actuellement à la déficience visuelle, ce qui ne sera plus le cas lorsque nous allons nous consacrer à l'autisme (André Mathis était un ophtalmologiste très connu dans la région, professeur à l'université Rangueil à Toulouse). Nous n'avons pas encore d'idée pour le prochain nom mais on se creuse pour le moment.

Paru le 11 décembre 2021

Une maison de l'enfance au centre André-Mathis

Le directeur du Bassin Garonne ASEI Laurent Massalaz est revenu sur le projet d'évolution du centre André-Mathis qui sera bientôt rebaptisé.

Depuis 1950 l'ASEI, dont l'établissement historique est basé à Ramonville-Saint-Agne, gère 107 établissements et services sanitaires et médico-sociaux dans la région Occitanie. Des projets qui ont évolué entre-temps sur le site André-Mathis Saint-Gaudens (implanté en 2010) avec des centres de déficients visuels et des services d'éducation spéciale de soins à domicile qui ont vu le jour. Au mois de novembre, le Premier ministre Jean Castex a présenté les projets d'investissement soutenus par l'État en région Occitanie dans le cadre du Ségur de la santé. Qu'en est-il des établissements en Comminges ? Le directeur du bassin Garonne ASEI Laurent Massalaz a accepté de nous répondre.

Le récent Segur Occitanie a fait parler de lui dernièrement en ce qui concerne les projets soutenus et en particulier celui de la reconstruction du centre Mathis. Un rapprochement dans le bassin Toulousain est évoqué, cela veut dire que l'avenir du centre historique de Saint-Gaudens est scellé ?



Laurent Massalaz (à droite) avec le directeur de l'ITEP. / DDM

Non, nous voulons rapprocher le lieu actuel d'un lieu proche de Toulouse où l'activité est beaucoup plus croissante, idéal pour développer l'activité de jour comme de nuit. Cela fait partie de notre processus de développement depuis 1950. Nous avons l'autorisation de l'ARS Occitanie pour effectuer ce déplacement.

Que va-t-il donc se passer sur le site du SSR (Soins de Suite et de Réadaptation) ?

On a déjà une activité relativement importante. J'ai une grande ambition sur le bassin Garonne. Nous avons déjà des établissements implantés à Luchon et

Rieux-Volvestre. On est en train de réorganiser nos établissements pour être plus ouverts vers l'extérieur. Nos objectifs sont de créer une maison de l'enfance sur le domaine de Mathis et déplacer quelques activités de l'itep et développer les offres sur l'autisme. Ce qui nous offrirait un ensemble enfance et famille intéressant consacré entièrement au handicap. Nous avons un partenariat avec l'hôpital de jour Gérard Marchant.

C'est un projet de rénovation qui est donc promis à Saint-Gaudens ?

Oui car ce sera un nombre de ser-

vices liés à l'enfance qui seraient développés. Ce sera nettement plus centré sur l'enfance, tous handicaps confondus.

Vous avez évoqué les lits d'hospitalisation, avez-vous fait des démarches sur les demandes d'augmentation ?

On va le faire sur l'autisme. Nous pouvons confirmer aujourd'hui que le centre Mathis va connaître des rénovations architecturales. Pour exemple les chambres du centre Mathis vont être transformées en bureau et en salle de rééducation et d'activités. Ce seront principalement des infrastructures adaptées à l'accueil. Les projets de chambres et de lits ne sont pour le moment pas à l'ordre du jour. On va axer sur l'accueil des enfants scolarisés à l'image de la CMPP (centre médico psycho pédagogique).

À quel autre changement pouvons-nous nous attendre prochainement à Saint-Gaudens ?

Nous allons devoir changer de nom parce que nous sommes associés actuellement à la déficience visuelle, ce qui ne sera plus le cas lorsque nous allons nous consacrer à l'autisme (André Mathis était un ophtalmologiste très connu dans la région, professeur à l'université Rangueil à Toulouse). Nous n'avons pas encore d'idée pour le prochain nom mais on se creuse pour le moment.

Propos recueillis par Baptiste Marié

Ramonville-Saint-Agne. La colère monte à l'ASEI



Rassemblement devant l'entrée de la CAI, hier à midi

C'est dans le cadre de la grève illimitée commencée le 13 décembre qu'a eu lieu, hier à midi, un rassemblement devant l'entrée de la CAI, avenue Tolosane à Ramonville. Ce mouvement de contestation touche actuellement le secteur médico-social, qui contrairement au secteur sanitaire, ne bénéficie pas des accords du Segur. Une des finalités de cet accord consistait en une revalorisation salariale de 183 € net/mois pour chaque professionnel. Les élus "SOS" (Sans Organisation Syndicale) CAI MS, CGT, SUD CAI SSR affirment : "Aujourd'hui, non seulement la grande majorité des professionnels du médico-social ne touche pas les 183 € que touchent certains collègues qu'ils côtoient quotidiennement (même travail, même public, mais pas le même contrat de travail) mais en plus, nos dirigeants profitent de ce contexte pour remettre en cause nos conventions collectives afin de les regrouper en une seule convention qui actera une dégradation significative de nos conditions de travail (disparités salariales, perte de jours de congé)".

Philippe Jourdy, directeur général de l'ASEI, répond "Malgré les apparences, nous œuvrons exactement pour obtenir la même chose, à savoir la revalorisation de l'ensemble des salariés de l'ASEI au niveau de ce qu'a obtenu l'hôpital public. À notre niveau, nous ne lâchons rien et nous espérons franchement pouvoir aboutir afin de pouvoir respecter nos missions qui sont

d'accompagner de façon satisfaisante les personnes qui nous font confiance. Ce qui n'est malheureusement plus le cas actuellement de par cette forme de discrimination".

La colère monte à l'ASEI



Rassemblement devant l'entrée de la CAI, hier à midi

C'est dans le cadre de la grève illimitée commencée le 13 décembre qu'a eu lieu, hier à midi, un rassemblement devant l'entrée de la CAI, avenue Tolosane à Ramonville. Ce mouvement de contestation touche actuellement le secteur médico-social, qui contrairement au secteur sanitaire, ne bénéficie pas des accords du

Secur. Une des finalités de cet accord consistait en une revalorisation salariale de 183 € net/mois pour chaque professionnel. Les élus « SOS » (Sans Organisation Syndicale) CAI MS, CGT, SUD CAI SSR affirment : « Aujourd'hui, non seulement la grande majorité des professionnels du médico-social ne touche

pas les 183 € que touchent certains collègues qu'ils côtoient quotidiennement (même travail, même public, mais pas le même contrat de travail) mais en plus, nos dirigeants profitent de ce contexte pour remettre en cause nos conventions collectives afin de les regrouper en une seule convention qui actera une dégra-

dation significative de nos conditions de travail (disparités salariales, perte de jours de congé) ».

Philippe Jourdy, directeur général de l'ASEI, répond « Malgré les apparences, nous œuvrons exactement pour obtenir la même chose, à savoir la revalorisation de l'ensemble des salariés de l'ASEI au niveau de ce qu'a obtenu l'hôpital public. À notre niveau, nous ne lâchons rien et nous espérons franchement pouvoir aboutir afin de pouvoir respecter nos missions qui sont d'accompagner de façon satisfaisante les personnes qui nous font confiance. Ce qui n'est malheureusement plus le cas actuellement de par cette forme de discrimination ».

Pierre Datchary